

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

92/43

TELLE QUE PRONONCÉE

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

AU PRIMROSE CLUB DE TORONTO

TORONTO (Ontario)
Le 17 septembre 1992

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Canada

Dans une semaine, je serai à New York pour prononcer une importante allocution à l'Assemblée générale des Nations Unies, un endroit où je me sens chez moi, représentant tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Il s'agit d'une session importante où les dirigeants de presque tous les pays du monde viendront exposer leurs positions sur les questions internationales et, essentiellement, rendre compte des actions et initiatives qu'ils ont prises au cours de la dernière année, et définir leurs objectifs pour l'avenir.

Si je me sens chez moi là-bas, c'est non pas seulement à cause des nombreuses visites que j'y ai faites ces 18 derniers mois, mais parce que le Canada y a une place spéciale. Comme le Canada est un membre dynamique et respecté des Nations Unies, ses vues sont examinées avec attention, non seulement à cause de notre appui constant en faveur des activités parrainées par l'ONU, mais surtout pour les valeurs et principes canadiens sur lesquels sont fondés nos initiatives internationales.

Le Canada occupe une place très spéciale parmi les nations du monde, qui est renforcée presque chaque jour, soit sur les champs de bataille de la Bosnie-Herzégovine, soit dans les déserts ravagés de la Somalie, soit dans les hauts lieux de la diplomatie à Genève ou à New York.

Notre réputation internationale a été durement acquise tout au long des 125 ans qui se sont écoulés depuis la Confédération. Nous devons être fiers de nos réalisations passées, mais nous devons aussi nous employer à protéger et à renforcer l'unité de notre pays pour que nous puissions continuer de jouer un rôle utile dans le monde.

En tant que Canadiens, nous avons connu tous les hauts et tous les bas qui font partie d'une véritable démocratie - les groupes de travail, les commissions et les réunions de haut niveau, les concessions mutuelles et, au bout du compte, les compromis et le consensus.

Bientôt, l'accord conclu à Charlottetown le 28 août sera soumis à la population, et pour les 39 prochains jours, nous pouvons nous attendre à voir la démocratie en action.

Nous avons tiré de nombreux enseignements importants pendant le processus - des enseignements que nous voulons partager avec le reste du monde.

C'est une des grandes ironies de notre époque que, pendant que nous continuons à réduire les distances physiques entre les gens et les nations, nous demeurons incapables de réduire des disparités fondamentales - entre les riches et les pauvres, entre les pays développés et les pays en développement, entre les pays soucieux de l'environnement et ceux qui ne le sont pas, entre les nations guerrières et les nations pacifiques.

Beaucoup d'entre nous avons des espérances très grandes pour l'actuelle décennie. Nous espérons qu'enfin, un siècle qui nous avait fait connaître un barbarisme et une inhumanité inégalés nous apporterait une période de stabilité et de tranquillité dans laquelle la démocratie pourrait fleurir.

Les événements troublants de la dernière année en Bosnie-Herzégovine et dans d'autres parties de l'ex-Yougoslavie nous donnent à croire que les enseignements du XX^e siècle n'ont pas été suivis. Pendant que les survivants de l'holocauste nazi sont forcés de rester vigilants pour s'assurer que la mémoire de leurs parents n'est pas oubliée ou niée par ceux qui récriraient l'histoire, le monde est confronté aux mêmes éléments d'un modèle trop familier 50 ans plus tard - des camps de détention, la purification ethnique, des dirigeants politiques et militaires immoraux, une communauté internationale qui semble souvent paralysée lorsqu'elle fait face à la tragédie et à l'horreur.

Lors d'une réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe tenue en juillet à Helsinki, j'avais établi un parallèle entre ce qui se passe actuellement dans l'ex-Yougoslavie et les événements en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. D'aucuns, à l'époque, ont trouvé mes propos alarmistes. Or, ils se sont révélés tout à fait conformes à la réalité.

Ces dernières semaines, un certain nombre de missions, dont une comptait dans ses rangs deux observateurs canadiens, ont confirmé nos pires craintes. Des milliers et des milliers de personnes sont détenues contre leur volonté en Bosnie-Herzégovine, mal logées, mal nourries, sans soins médicaux adéquats et confrontées à une situation de plus en plus désespérée à l'approche de l'hiver. Et pourtant, les querelles politiques et les bravades se poursuivent pendant qu'une nation meurt un peu plus chaque jour et, avec elle, des milliers d'êtres humains.

Il ne faut pas croire que le monde est resté indifférent. Un certain nombre d'initiatives ont été prises pour mettre fin à la crise, initiatives dont le Canada était souvent au premier plan.

Notre effort pour maintenir l'accès de l'aéroport de Sarajevo pour l'aide humanitaire, mené sous la houlette du major-général Lewis MacKenzie, est peut-être celui qui a été le plus visible. Le Canada a fourni 1 200 soldats supplémentaires aux forces déployées par les Nations Unies dans la région. Nous avons consacré plus de 25 millions de dollars aux opérations de secours, et participé aux initiatives diplomatiques et économiques visant à mettre fin à la terreur et à la destruction. Ici, au Canada, nous avons établi un programme généreux pour réunifier les familles venant des zones déchirées par la guerre.

Toutefois, les combats se poursuivent, et la paix demeure illusoire.

Les gens demandent parfois pourquoi le Canada accorde tant d'attention à des événements qui se produisent à l'autre bout du monde et pourquoi nous ne nous occupons pas d'abord des affaires canadiennes.

À une certaine époque, ces questions auraient pu être raisonnables - il était possible de vivre une vie autonome dans l'isolement, loin des événements survenant dans l'autre hémisphère. Toutefois, cette époque est révolue depuis longtemps. On ne peut pratiquer la politique de l'autruche et espérer que le monde disparaîtra.

Les événements de Moscou, de Zagreb, de Port-au-Prince et de Mogadishu ont un effet direct sur la vie des Canadiens à Toronto, à Thunder Bay et à Trois-Rivières. Nous pouvons le constater aujourd'hui - l'incertitude quant à l'avenir de l'Europe, une attaque contre la livre britannique et le dollar canadien est soumis à des pressions extrêmes. Les valeurs et les principes dont nous nous dotons au Canada sont un aspect déterminant de la structure de notre politique étrangère dans un monde qui ne nous permettrait pas de vivre dans l'isolement, même si nous le voulions.

Il y a deux ans, Saddam Hussein envahissait le Koweït. Si cette action avait été considérée comme une escarmouche régionale, qui sait jusqu'où il se serait rendu. Nous continuons de nous émerveiller du courage des Israéliens, qui ont détruit les scuds iraqiens et ont miraculeusement survécu à cette guerre brève mais brutale.

Je suis fière de la participation du Canada aux forces des Nations Unies qui ont restauré un semblant d'ordre dans la région, et je suis fière que mon pays et son gouvernement aient répondu à l'appel lorsque la paix mondiale était menacée.

Toutefois, il y a eu, dans la guerre du Golfe, beaucoup de morts et d'autres effets coûteux - dommages à l'environnement, famine et maladie parmi les personnes déplacées et de nombreuses économies nationales en désordre. Dans l'ensemble, la guerre du Golfe a coûté un milliard de dollars par jour en coûts directs, soit en tout 65 milliards de dollars.

Comparons ces chiffres aux coûts d'une opération de maintien de la paix d'importance majeure, qui s'élèvent à environ un milliard de dollars ou moins. Même si nous ne pensions qu'en termes financiers, ce qui n'est pas le cas, la paix demeure le meilleur investissement du monde.

Qu'en est-il de la Somalie? Combien la communauté internationale devrait-elle dépenser pour mettre fin à la famine et au désespoir d'un pays qui n'a pas de gouvernement, pas de structures sociales qui fonctionnent et qui est terrorisé par des bandes de hors-la-loi?

Quel prix le monde paierait-il pour l'établissement d'une paix durable au Moyen-Orient? Ou au Cambodge? Ou en Haïti?

Nous nous ne livrons pas à la diplomatie du «carnet de chèques», mais en cette période de restrictions budgétaires pour tous les gouvernements, nous faisons face à d'énormes défis en matière de politique étrangère et d'aide humanitaire.

L'ONU, que le Canada appuie philosophiquement et financièrement depuis sa création, est constamment au bord de la ruine. Certains pays ne peuvent payer, d'autres refusent de payer - ce qui augure mal pour sa survie financière.

À l'Assemblée générale des Nations Unies, le Canada maintiendra ses pressions en faveur de la réforme de cette organisation vitale et, par l'exemple et la persuasion, tentera d'en stabiliser la situation financière.

Toutefois, la réforme des organisations mondiales n'est qu'une partie de la tâche. Nous devons trouver un moyen d'accroître ce qu'Adam Smith a appelé la «richesse des nations» parce que la pauvreté, le désenchantement et le désespoir sont presque toujours la cause des guerres civiles et des conflits internationaux.

Le commerce international est le moyen le plus évident de créer de nouvelles richesses dans les divers pays. Le Canada a rejeté les arguments sans profondeur des partisans du protectionnisme et opté pour le libre-échange avec les États-Unis, avec les États-Unis et le Mexique et avec la communauté internationale dans son ensemble par l'élargissement de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Malgré tous les détracteurs de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, nous continuons d'afficher un excédent commercial important et croissant avec notre voisin du sud. Notre réussite sur le plus gros marché du monde nous a préparés à rechercher de nouvelles possibilités dans d'autres régions.

L'Accord de libre-échange nord-américain (l'ALENA), que nous avons conclu avec les États-Unis et le Mexique, est en réalité un «raffinement» de l'ALE, puisqu'il en précise davantage certains éléments, par exemple les règles d'origine, et en renforce d'autres aspects importants, comme la protection de l'environnement; sans compter qu'il vient ajouter 86 millions de consommateurs au marché.

La politique commerciale a toujours été un volet important de la politique étrangère. Une lecture attentive des modalités des accords commerciaux internationaux jette un éclairage révélateur sur les valeurs et les normes de la politique intérieure d'un pays, qu'il s'agisse de culture, de programmes sociaux, d'environnement ou encore du respect des minorités ou d'autres groupes désavantagés.

Il est cependant un aspect non commercial de la «richesse des nations» sur lequel on s'est moins attardé, qui est plus difficile à mesurer, mais dont l'importance est tout aussi grande dans l'ensemble des choses. Je veux parler de la valeur que les grandes institutions politiques, judiciaires et administratives d'un pays attachent aux droits de la personne et, en dernière analyse, de la protection que ce pays accorde à ces droits.

Que valent la haute technologie et l'abondance de richesses naturelles si les citoyens d'une nation ne peuvent s'exprimer librement, se réunir en toute quiétude, pratiquer le culte de leur choix ou encore questionner le gouvernement sans craindre de représailles?

Les événements des deux dernières années dans l'ancienne Union soviétique ainsi qu'en Europe centrale et de l'Est sont venus confirmer ce que nous savions déjà, c'est-à-dire que la surpuissance politique, militaire et économique sera invariablement contestée si la population en général est privée des libertés fondamentales.

C'est dans ce contexte que le Canada intensifie, à l'échelle internationale, ses efforts en vue de l'adoption de principes et d'institutions démocratiques, de la mise en place de régimes politiques et judiciaires justes et efficaces, et de l'acceptation et du respect des droits de la personne par tous, car ce sont là les assises de la paix et de la stabilité dans chacun des pays et dans l'ensemble de la communauté mondiale. Cette philosophie, je l'exposerai avec force la semaine prochaine devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Au premier palier de notre action, nous allons continuer de faire la promotion des droits fondamentaux de la personne, qui sont au coeur même de notre propre Charte des droits et libertés et qui sont contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Nous poursuivons aussi nos efforts pour amener la communauté internationale à reconnaître les droits de la femme comme droits de la personne. Dans de nombreux pays en effet, les femmes, aujourd'hui encore, sont achetées, vendues, battues, mutilées et avilées. Cette violence, qui repose uniquement sur le genre, doit disparaître, définitivement et sans exception.

Autre volet de notre action, nous encourageons la mise en place d'institutions démocratiques - de parlements, de cours et de régimes de droit qui soient responsables et à l'écoute des besoins.

Nous répandons aussi la notion de «bon gouvernement». On entend par là la façon dont un gouvernement fonctionne, comment il opère ses choix : consacre-t-il suffisamment d'argent à la sécurité sociale et à l'éducation? Ses dépenses militaires sont-elles hors de proportion? Dans cette optique, le marché libre est une composante essentielle, tout comme la transparence du processus décisionnel et le respect de la règle de droit.

Comme l'a dit le Secrétaire général des Nations Unies, il existe un lien manifeste entre les pratiques démocratiques et l'avènement d'une paix et d'une sécurité véritables dans tout ordre politique nouveau et stable.

Cet objectif «de paix et de sécurité» continue à nous échapper, et une grande partie des discussions aux Nations Unies portera sur la proposition du Secrétaire général appelée «Agenda pour la paix». Il s'agit d'un document de grande portée, qui couvre toute la gamme des moyens, depuis la diplomatie préventive jusqu'aux opérations de maintien de la paix, un euphémisme pour une intervention aussitôt que possible.

Le Canada et les Canadiens ont inventé le «maintien de la paix», et nous continuerons d'en prôner le recours, simultanément à la diplomatie préventive, comme moyen d'apaiser les tensions et les conflits régionaux.

De même, la guerre dans l'ex-Yougoslavie a montré les limites des techniques essentiellement passives en matière de résolution de conflit, et nous devons être prêts à envisager des modes d'intervention plus actifs lorsque les circonstances l'exigent.

Nous devons aussi être disposés à élargir les activités d'instauration de la paix une fois les conflits réglés. C'est ce qui se passe actuellement au Cambodge, où ont été mises en place les conditions nécessaires à la tenue d'élections nationales et à l'exercice d'autres activités démocratiques.

Mais il ne suffit pas de préparer et de superviser des élections pour garantir que la paix et la sécurité prévaudront. L'expérience vécue dans les autres pays en ce qui concerne l'établissement et le maintien des structures, des processus et des attitudes qui sont le ferment même de la démocratie montre, on ne peut mieux, les véritables miracles que nous, au Canada, avons réussi à accomplir dans la formation et la transformation de nos institutions démocratiques.

Comme le disait George Brown en 1865, «nous cherchons à aplanir, dans l'harmonie, des difficultés plus grandes encore que celles qui ont plongé d'autres pays dans les horreurs de la guerre civile...N'avons-nous donc pas toutes les raisons de nous réjouir d'avoir trouvé une meilleure solution à nos problèmes...?»

À cette question de George Brown, je réponds par un retentissant «OUI», un «OUI» aussi vrai en 1992 qu'il l'aurait été en 1865.

«OUI» - Nous, au Canada, avons trouvé une meilleure façon d'harmoniser nos différences, dans la paix et l'honneur.

De nombreux Canadiens en ont assez ou sont fatigués des incessantes négociations constitutionnelles. Mais nous ne devons pas laisser cette fatigue nous détourner des acquis que nous ont apportés la consultation et le compromis. La démocratie exige une certaine vigilance - et aussi, il faut le dire, un certain degré de participation individuelle - si l'on veut que l'opinion de la population soit véritablement prise en compte.

Cela signifie que nous devons mettre en place un ensemble de règles qui non seulement protègent la tradition de fierté et d'héroïsme que nous ont léguée nos ancêtres, mais aussi qui ouvrent toute grandes les portes de l'avenir.

L'accord intervenu à Charlottetown le 28 août répond parfaitement à cet objectif. Je vous incite à le lire le coeur et l'esprit ouverts.

Et n'allez pas croire ceux qui vous disent qu'en votant «non» pour telle ou telle raison, vous ne faites qu'envoyer un message aux gouvernements et aux politiciens, qu'il y aura une deuxième chance, une meilleure entente.

Il n'y aura pas de deuxième chance; il n'y aura pas de meilleure entente pour le Canada.

C'est un document de consensus - dans la meilleure tradition canadienne - la convergence, difficile il est vrai, d'une incroyable diversité d'opinions. Ce n'est pas une mince réalisation - et il est illusoire de penser que l'on pourra réaliser le même exploit au cours de notre génération.

L'Accord de Charlottetown est juste, honorable et global.

En tant que Canadienne - et non en tant que femme, que Torontoise ou que membre du Parti progressiste-conservateur - mais en tant que Canadienne, je mènerai une campagne dynamique en faveur du «OUI» au référendum, et je sais pouvoir compter sur votre appui à cet égard.

Je sais, pour être secrétaire d'État aux Affaires extérieures depuis voilà 17 mois, que tous les autres pays nous observent de près - non seulement parce qu'ils s'intéressent à l'avenir du Canada, mais aussi à leur propre avenir.

Ils nous observent parce que le Canada a toujours occupé une place unique et privilégiée dans le monde, en tant qu'honnête intermédiaire, en tant que médiateur respecté et en tant que courageux gardien de la paix. Le Canada est reconnu pour son esprit de tolérance, de justice et d'égalité, pour les possibilités qu'il offre et pour le respect qu'il accorde à la diversité individuelle.

Si le Canada échoue dans ses efforts de renouvellement, quel espoir y aura-t-il pour un pays où la démocratie est simplement une idée que l'on met sous le boisseau, une idée opprimée par un régime répressif?

Sa réussite, par contre, montrera au monde qu'il est possible de coexister dans la paix et la prospérité.

Le Canada est un pays très spécial. Par nos principes et nos actions, nous servons d'exemple à la communauté mondiale.

Nos dirigeants, qu'il s'agisse de Lester Pearson, de John Diefenbaker ou de Brian Mulroney, présentent, sur le plan humanitaire, un bilan sans faille et impressionnant, qui dépasse de beaucoup la taille relative de notre pays. Mais ce bilan pourrait être terni si, par exemple, nous échouons et si notre pays se referme sur lui-même ou se fragmente. Quel pouvoir auront donc ces fragments? Quelle sera leur influence? Qui protégera leurs intérêts?

Au cours des mois qui viennent, je sillonnerai le Canada pour faire valoir notre rôle dans le monde. Je dirai pourquoi le monde est important pour nous, et pourquoi il a besoin d'un Canada fort. Je discuterai avec des Canadiens «ordinaires», et je prononce ce mot avec le plus grand des respects. Car ce que nous appelons «ordinaire» ici est considéré comme extraordinaire ailleurs, et je veux m'assurer que nous jouissons du même prestige au pays que dans les rencontres internationales.

La semaine prochaine, aux Nations Unies, je m'adresserai en votre nom et au nom de 26 millions d'autres Canadiens à un auditoire venu de tous les horizons de la planète.

Je dirai à ces gens le miracle que nous avons accompli ces quelques derniers siècles, je leur dirai comment un peuple fier et hardi a su trouver, sur une terre difficile et pleine de défis, la façon de vivre ensemble dans la paix et la prospérité.

Et les nations du monde écouteront, parce que la voix du Canada pèse lourd. C'est la voix d'un pays que l'ONU elle-même a classé au premier rang de ceux où il fait le mieux vivre.

C'est là une réalité dont tous les Canadiens peuvent être fiers, une réalité que nous devons protéger, non seulement pour notre avenir en tant que nation, mais aussi pour l'avènement de la paix, de la stabilité, de la prospérité et de la justice pour tous les peuples de la terre.

Je vous remercie.